



MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE ET AUX TRAVAUX D'INSTALLATION DU CÂBLAGE COURANTS FAIBLES POUR LA BASE-VIE RJH

MARCHÉ n°B22-00115-PDK / Cde n°4000XXXXXX/XXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par xxxxxxxxxxxxxxxx.

Ci-après dénommé « **le CEA** »

D'une part,

ET :

La société **xxxxxxxxxx** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés xxxxxxxx sous le numéro xxxxxxxx ayant son siège social au -----, représentée par **M-----** agissant en qualité de -----,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122
13108 Saint Paul Lez Durance cedex
Tél. : 04.42.25.49.77 ou 20.76 - Fax : 04.42.25.23.77
R.C.S. Etablissement public à caractère industriel et commercial
PARIS B 775 685 019

**Département de support
technique et gestion
Service des Marchés et Achats**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7 – PLANNING – DELAI	9
ARTICLE 8 - PENALITES	10
ARTICLE 9 - RECEPTION – GARANTIE	10
ARTICLE 10 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT	10
ARTICLE 11 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	11
ARTICLE 12 - QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE	11
ARTICLE 13 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	12
ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET	12
ARTICLE 15 - SOUS TRAITANCE.....	12
ARTICLE 16 - GESTION DES DECHETS	12
ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES	13
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE	15
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	16
ANNEXE 2 - BORDEREAU DE DECOMPOSITION DE PRIX	20

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	2/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :

Nom : M. TERRIEN Frédéric

☎ : 04.42.25.27.87

E-Mail : frederic.terrien@cea.fr**Affaire suivie commercialement par :**

Nom : Mme DECKERT Prescilla

☎ : 04.42.25.36.57

E-mail : prescilla.deckert@cea.fr**ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture et les travaux d'installation du câblage courants faibles pour la base-vie RJH (Réacteur Jules-Horowitz).

Ces prestations seront réalisées pour le compte du DSTG/STIC du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (politique de sécurité du CEA, référentiels correspondants,...),
- Le règlement de consultation et le projet de marché et ses annexes du DCE référencé B22-00115-PDK,
- Les prescriptions techniques : le cahier des charges référencé RESEA CDC 220125-FTE Ind A, en date du 25/01/2022, complété des documents de référence suivants :
 - les règles de conception et de réalisation de travaux relatifs à l'architecture et au câblage informatique - 134 INFOR PGA SPE 04001376,
 - les règles de conception et de réalisation de travaux relatifs aux câblages téléphoniques - 134 TELEP PGA SPE 04001378,
- et tous les documents répertoriés dans la Liste des Documents Applicables (LDA),
- Les règles applicables aux Entreprises Extérieures travaillant sur site (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- La procédure du CEA relative à « l'entrée et la sortie de matériel du centre de Cadarache » référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA), applicables aux marchés du CEA au 1er janvier 2022,
- Le Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- A titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX en date du XXXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent marché, seront conformes aux exigences et documents techniques cités à l'article 2 supra. Elles seront exécutées conformément aux prescriptions, normes, lois et règlements en vigueur.

Les prestations concernent notamment :

- L'étude préalable de consolidation de l'existant avec remise des documents associés,
- Les études d'exécution du chantier avec remise des documents associés,
- La fourniture de l'ensemble du câblage des baies, des fermes et des prises de chaque niveau,
- La pose et le raccordement des fournitures, avec remise des plans de câblage,
- Les essais des fournitures et recette technique avec remise des plans Tel Que Construit (TQC).

Et, d'une manière plus générale,

- l'encadrement des ressources Titulaire et de ses sous-traitants,
- la fourniture de tous les équipements et approvisionnements nécessaires à la réalisation des travaux,
- la documentation contractuelle en français, et notamment le dossier des ouvrages exécutés (DOE) qui conditionne la réception du marché, tel que décrit au point 4.5.1 du cahier des charges.
- les certificats de conformité et procès-verbaux nécessaires au présent marché,

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	3/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention, suivi médical du personnel intervenant et les sessions de formations préalables),
- la participation aux réunions avec le CEA,
- la protection des ouvrages existants et la sécurisation du chantier,
- le maintien en propreté des lieux et locaux où s'effectuent les travaux.

Le Titulaire devra impérativement fournir avant l'élaboration du Plan de Prévention (PdP) une analyse de risque avec les moyens à mettre en place prévus pour chaque prestation. Il a l'obligation de participer aux plans de prévention de tiers intervenant en Co-activités avec ses propres activités.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Conditions générales d'exécution

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

4.2 Conditions particulières d'exécution

Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et compte-tenu des caractéristiques des installations existantes du chantier RJH.

Le Titulaire reconnaît notamment avoir pris connaissance des conditions d'accès au chantier RJH, telles que décrites au point 2 - Règles générales du document « TA-578148 ».

Le Titulaire reconnaît également avoir pris en compte les exigences/contraintes particulières exprimées ci-après :

- Le Titulaire proposera un planning d'intervention par niveau (rez-de-chaussée, 1er étage, ...) ou par zone de bureaux, dans ses études d'exécution de chantier,
- Le Titulaire vérifiera la compatibilité entre les noyaux de raccordement RJ45 existants et les futurs panneaux de brassage 24 ports à installer,
- La distribution des points de livraison (Prises RJ45) sera réalisée depuis les locaux techniques vers les pièces terminales via les chemins de câbles installés selon les quantités de câble prévu + 30% de réserve. Le Titulaire utilisera les cheminements existants ou inclura dans son offre de nouveaux cheminements quand ces derniers s'avèrent nécessaires.
- Suite à la création des deux nouvelles baies de brassage, le Titulaire prévoira le dévoiement des câbles existants depuis les anciennes baies de brassage ou le remplacement de ces derniers dans le cas où ils seraient trop courts pour être dévoyés.
- Le Titulaire portera une attention particulière à la réalisation du câblage des baies et coffrets, ainsi qu'à la réalisation de travaux de tirage des câbles, à leur cheminement (dans les chemins de câbles et dans les baies) et à leur raccordement,
- Le Titulaire proposera un plan de montage des baies montrant les différents bandeaux de brassage (avec 30% de réserve minimum pour chaque type de réseau).

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

4.3 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

En conséquence les prix forfaitaires, fixés dans la décomposition des prix annexée au marché sur lequel le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	4/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

4.4 Lieu d'exécution

L'étude de consolidation de l'existant et les études d'exécution seront réalisées dans les locaux du Titulaire.

Les travaux d'installation ainsi que les tests de fourniture se feront sur la zone chantier RJH, au niveau de la base-vie composée des bâtiments BV2, BV3 et BV4.

Le Titulaire reconnaît avoir vu et visité les lieux et en conséquence en avoir une bonne connaissance.

4.5 Interventions sur site et arrêts de chantier

Compte tenu de contraintes d'exploitation, le CEA se réserve le droit d'annuler ou de suspendre une intervention.

Ces interventions feront l'objet d'une planification lors de la réunion hebdomadaire de chantier afin de gérer la coactivité éventuelle ainsi que de dérouler le planning initial.

Le CEA indemnisera le Titulaire de l'impossibilité de redéployer immédiatement son personnel intervenant sur site au titre du présent marché, suite à un arrêt de chantier pour indisponibilité de l'installation du fait du CEA et pour les arrêts n'ayant pas fait l'objet du délai de prévenance prévu ci-après.

Cette indemnisation sera suspendue au respect par le Titulaire de la procédure de constats d'arrêts de chantier qui prévoit que tout arrêt de chantier doit faire l'objet de constats quotidiens, signés par les parties (Titulaire et représentant habilité du CEA), valorisés par le Titulaire sur la base des taux horaires applicables au présent marché, et validés par le CEA.

Tout arrêt de chantier non prévu au titre du marché, porté à la connaissance du Titulaire avec un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, ne pourra donner lieu à indemnisation.

En cas de non-respect de ce délai, le montant de l'indemnisation comprendra exclusivement la prise en charge des frais de main d'œuvre et de matériel du seul personnel affecté à l'intervention, dans la limite de 2 jours.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard dans les 2 jours ouvrés.

En cas d'arrêt de chantier du fait d'une défaillance du Titulaire (non-respect de consignes de sécurité...), il ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité ni d'allongement de planning.

4.6 Conformité aux normes

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés aux cahiers des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs, notamment les caractéristiques des réseaux électriques (ICC, SLT...), qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

4.7 Documents à émettre

Dans le cadre de sa prestation, le Titulaire fournira l'ensemble des livrables documentaires du cahier des charges, dans les délais impartis.

Tous les documents remis par le Titulaire seront réalisés avec des logiciels de bureautique standards, dans une version compatible avec celle du CEA.

L'ensemble de ces documents devra être remis, en un exemplaire sous format papier et en un exemplaire sous format informatique (Cd/clé USB) en version modifiable accompagnés de leurs fichiers informatiques natifs.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	5/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'ensemble des documents fournis sous format informatique seront réalisés sur des logiciels compatibles avec Autocad, Word, Excel, Acrobat sous environnement Windows / Pack Office 2016.

L'ensemble de ces documents sera enregistré conformément au référentiel et aux procédures qualité du CEA, tel qu'indiqué notamment au cahier des charges et qui pourra être précisé en réunion d'enclenchement.

L'ensemble de ces documents sera soumis à approbation du CEA, qui remettra son acceptation et/ou ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la date de leur remise par le Titulaire qui les prendra en compte dans un délai de 3 jours.

Dans le cadre de ses activités, le Titulaire pourra être amené à procéder à une collecte d'informations d'origines diverses. L'interlocuteur CEA permettra au Titulaire d'accéder à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa prestation dont les unités du CEA sont émettrices (documents d'installations, documents projets,...)

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou par l'autre des parties.

Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent accord ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

4.8 Réunions

Une réunion d'enclenchement sera programmée par le CEA, afin de présenter et/ou de vérifier :

- à la demande du Titulaire, une revue du contrat,
- l'organisation du Titulaire, des sous-traitants et les coordonnées des personnes,
- la liste prévisionnelle des intervenants
- la logique de déroulement de la prestation et les interfaces avec le CEA ou d'autres entités,
- la revue des exigences du CEA (exigences techniques, exigences de délais et de mise à jour de planning),
- les modalités de surveillance de la prestation (réunions hebdomadaires de suivi ...) par le CEA,
- la planification des points de rencontre avec le CEA,
- la planification de la prestation concernée conformément au planning joint à l'offre,
- les modalités de communication entre le CEA et le Titulaire, de transmission de demandes éventuelles, d'information relatives à des écarts et/ou des non conformités,
- les attestations de formation spécifique,
- la conformité de l'ensemble des formalités et des documents relatifs à l'intervention sur site

Des réunions périodiques d'avancement seront réalisées entre le Titulaire et le prescripteur technique du marché. Elles feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire, transmis le jour même au CEA pour acceptation.

La réunion d'enclenchement ainsi que la réunion de clôture feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date des réunions et soumis à l'acceptation du CEA

Il est de convention expresse entre les Parties que des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties, et notamment en cas de difficultés d'avancement du marché.

4.9 Fiches de modification

4.9.1 Traitement d'une modification

Le CEA se réserve le droit de demander au Titulaire des modifications par rapport au marché initial. Ces modifications peuvent être en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au marché. Le traitement des modifications fait l'objet d'une Fiche de Modification (FM) établie par le Titulaire et acceptée par le CEA. Elle devra indiquer a minima :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	6/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Son coût,
- Son délai,
- L'analyse de son impact sur le projet :
 - incidence éventuelle sur les performances techniques,
 - incidence éventuelle sur le planning,
 - incidence éventuelle financière aux conditions économiques du mois de remise de l'offre sur le marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et/ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu au commencement de l'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu la fiche de modification correspondante signée du CEA.

4.9.2 Établissement du prix des modifications

Ce coût détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix unitaires figurant dans le cadre de décomposition de prix global et forfaitaire en annexe du marché.

A défaut de prix unitaires adaptés dans le marché, le Titulaire établira un devis détaillé soumis à approbation du CEA. La décomposition de l'impact coûts est à décrire suivant la même décomposition et aux mêmes conditions économiques que le contrat (mois de remise de l'offre).

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la Fiche de Modification (FM) signée par le CEA, valant acceptation de la FM correspondante.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le prix est déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxe de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Ce coefficient de peines et soins rémunère le Titulaire de tous les frais relatifs aux opérations telles que commande, contrôle, acheminement, manutention jusqu'au point de mise en œuvre, encadrement du sous-traitant, etc... Il comprend le bénéfice du Titulaire.

Au titre du présent marché, le coefficient de peines et soins s'établit à : 1,xx.

Préalablement à l'émission de la fiche de modification donc à l'approvisionnement ou de la réalisation de la sous-traitance, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse au CEA la motivation de son choix.

Dans le cas où le prix de la FM et le prix du devis du tiers sont différents, le coefficient est appliqué au montant le plus faible.

4.9.3 Avenant

Le CEA notifiera en fin de Marché par voie d'avenant, la ou les FM acceptées au cours de la période écoulée. Aucune facturation ne pourra intervenir avant la signature de cet avenant.

4.10 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	7/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour le CEA :

Nom : M. TERRIEN Frédéric

Tél : 04.42.25.27.87

E-Mail : frederic.terrien@cea.fr**Pour le Titulaire :**

Nom :

Tél :

Mobile :

E-Mail :

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au-moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre.

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel, les frais de gestion et coordination des sous-traitants, fournisseurs et autres prestataires ainsi que les frais et charge du mandataire dans le cas d'un groupement d'entreprise.

Du fait de son expérience, de son savoir-faire et de ses connaissances des règles de l'art, le Titulaire est à même d'avoir l'appréciation nécessaire et suffisante pour lui permettre de s'engager sur le chiffrage des prix forfaitaires et des prix unitaires forfaitaires, sur la base des documents techniques qui lui ont été remis dans le cadre de la procédure de passation du marché.

En conséquence, et en dehors d'un cas de force majeure, les prix forfaitaires fixés au marché sur lesquels le Titulaire s'est engagé s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution du marché.

Ils incluent l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges.

Le montant des prestations du présent marché s'élève à la somme forfaitaire et ferme de _____ € HT (_____ hors taxes).

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**6.1. Termes de paiement**

Le montant fixé à l'article 5 du présent marché, sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 80 % sur situations mensuelles d'avancement des travaux, dûment acceptées par le CEA,
- Le solde de 20 % à la réception du marché sans réserves, après acceptation de l'ensemble des livrables documentaires (DOE) à fournir au titre du marché.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	8/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

6.2 Conditions de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA (4000xxxxxx).

Pour tout renseignement : RELANCES@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

6.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 7 – PLANNING – DELAI

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA à la réunion d'enclenchement (T0).

Lors de cette réunion, le Titulaire remettra un planning détaillé basé sur le planning prévisionnel d'exécution, qui une fois validé et accepté par le CEA, engagera le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter le délai de XXX semaines à compter de la date de la réunion d'enclenchement du présent marché, et les jalons ci-dessous :

Jalon	Délai	Libellé
J0	T0	Enclenchement
J1	J0 + xx semaines	Remise des études d'exécution du chantier
J1bis	J1 + 2 semaines	Acceptation des études par le CEA
J2	J1bis + xx semaines	Fin des travaux d'installation
J3	J2 + xx semaines	Validation des essais et recette technique / acceptation du DOE par le CEA et l'organisme réglementaire mandaté par le CEA

A noter que, pour l'ensemble des prestations attendues, le Titulaire devra respecter **un délai de 4 mois maximum**, à compter de la réunion d'enclenchement.

Le passage du contrôleur de conformité (par l'organisme en charge des contrats sur le centre) est à prévoir en cas de modification/création d'un départ électrique (nécessitant la mise à jour des plans électriques). En cas de mise en évidence de non conformités, le Titulaire aura à sa charge la levée des non conformités identifiées dans le cadre du forfait.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	9/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 8 - PENALITES

8.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect du délai contractuel d'intervention définis dans chaque ordre de service du fait du Titulaire, il sera fait application de l'article 24 des CGA, complété par les dispositions ci-après.

Le Titulaire sera passible d'une pénalité de 5/1000 (cinq pour mille) du montant total hors taxes du marché par jour calendaire de retard constaté. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total du marché.

Les pénalités applicables au présent marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires. Elles sont directement facturées par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

8.2 Autres pénalités

En cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement :

- Non-respect des règles de gestion des déchets
- Pollution
- Gaspillage des ressources naturelles

Une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée pour chaque constat d'écart.

ARTICLE 9 - RECEPTION – GARANTIE

Les dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat sont applicables au présent marché.

ARTICLE 10 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

10.1 Etudes

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

En cas de dysfonctionnement imputable au Titulaire dans sa fourniture, le Titulaire s'engage à corriger le dysfonctionnement et/ou à reprendre la fourniture reconnue défectueuse à ses frais pendant une période de deux ans à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

10.2 Travaux

Les conditions de garantie applicables à l'ensemble du marché sont prévues par les CGA.

Les délais de garantie pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la réception de la prestation, sont :

- D'un an pour la garantie de parfait achèvement,
- De deux ans pour la garantie de bon fonctionnement,
- De dix ans pour la garantie décennale

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	10/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le Titulaire et le CEA.

Le cas échéant, le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période de 1 an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

Sans préjudice des éventuelles garanties légales applicables, le délai de garantie des fournitures est d'un an, et le Titulaire reste responsable pendant cette durée de l'ensemble des éléments qu'il a fourni y compris les études préalablement réalisées.

ARTICLE 11 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

ARTICLE 12 - QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par les normes en vigueur ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	11/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 13 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat sont applicables au présent marché.

ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant pour lequel ce dernier se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

ARTICLE 15 - SOUS TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet et joint en annexes 1 et 2 du dossier de consultation référencé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des prestations sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance est remise au CEA.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 16 - GESTION DES DECHETS

16.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets.

Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

A ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'Article 8.2 infra.

16.2 Evacuation des Déchets

Le Titulaire devra se conformer strictement aux consignes citées au paragraphe § 16.1 supra.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	12/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc. ...) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015 et pour le conditionnement du déchet, aux spécifications 115 DECHE PFX NTE 10000843 du 15.09.2010.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement telles que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'Article 8.2 infra.

D'une manière générale il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations sur site les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	13/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'annexe 3 de l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	14/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	16/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	17/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2022 : vendredi 27 mai, vendredi 15 juillet, mardi 16 août, mercredi 17 août, jeudi 18 août, vendredi 19 août, lundi 31 octobre, lundi 26 décembre, mardi 27 décembre, mercredi 28 décembre, jeudi 29 décembre, vendredi 30 décembre.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	18/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	19/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 2 - BORDEREAU DE DECOMPOSITION DE PRIX

Voir le fichier Excel « **B22-00115-PDK_DPGF** », joint à la consultation.

Les quantitatifs (fournitures et main-d'œuvre) prévus dans la DPGF sont à l'appréciation et sous la responsabilité du soumissionnaire et ne sauraient en aucun cas remettre en cause le caractère forfaitaire du marché et l'obligation de résultat inhérente à ce dernier.

En aucun cas il ne peut supprimer les lignes et les colonnes des décompositions, ni en modifier la structure.

Dispositions contractuelles du marché	CAD/DSTG/SMA/	B22-00115-PDK	4000XXXX/XXXX	20/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	